

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 Evry-Courcouronnes Cedex

Evry-Courcouronnes, le 15/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ETS LES GRÈS DE FONTAINEBLEAU ET CIE

650, rue jean moulin
77630 ARBONNE-LA-FORÊT

Références : D2026 -
Code AIOT : 0006504600

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2025 dans l'établissement ETS Les Grès de Fontainebleau et Cie implanté route de Boutigny 91490 MOIGNY-SUR-ÉCOLE. L'inspection a été annoncée le 12/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La précédente visite d'inspection a été réalisée le 6 décembre 2018.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETS LES GRÈS DE FONTAINEBLEAU ET CIE
- route de Boutigny 91490 Moigny-sur-École
- Code AIOT : 0006504600
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise ETS Les Grès de Fontainebleau et Cie exploite une carrière de grès de Fontainebleau pour le façonnage de pavés et d'éléments de constructions ou d'aménagement (linteaux, marche, bancs...), à destination de la restauration de monuments historiques, d'aménagements publics et des particuliers.

L'extraction du grès est réalisé manuellement selon des procédés datant du XVIIIe siècle. L'établissement dispose d'une petite forge pour la fabrication et la remise en état des outils de débitage et de taille.

Les blocs de grès sont décrochés du massif sur toute la hauteur du gisement (4 à 6 m), puis débités en plusieurs étapes en blocs plus petits, jusqu'à la dimension souhaitée (exemple : pavé décimétrique).

L'établissement compte 7 employés. L'extraction est faite en fonction des besoins avec actuellement un maximum annuel de 100 m³.

L'autorisation d'exploitation est d'une durée de 30 ans, soit jusqu'en juillet 2029.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 06/07/1999, article III.15	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 06/07/1999, articles V.1, V.2 et V.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Élimination des produits polluants	Arrêté Préfectoral du 06/07/1999, article III.10	Sans objet
4	Rétention de cuve	Arrêté Préfectoral du 06/07/1999, article IV-3 II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est tenu de transmettre les justificatifs suivants, sous un délai de 3 mois :

- un plan de l'exploitation présentant l'état actuel de la carrière selon les préconisations de l'article III.15 de l'arrêté d'exploitation du 06/07/1999,
- les garanties financières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/1999, article III.15
Thème(s) : Autre, Plan de l'exploitation
Prescription contrôlée : Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, • les zones en cours d'exploitation, • les zones déjà exploitées non remises en état, • les zones remises en état, • les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs, • la position des éléments visés à l'article III-14 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <i>(les éléments visés à l'article III-14 sont les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploitation.)</i>

Constats :

Lors de la visite du 18 décembre 2025, l'exploitant précise qu'il n'est pas en mesure de fournir un plan mis à jour de l'exploitation de la carrière. Il précise que le front de taille avance peu chaque année puisqu'il extrait maximum 100 m³/an ces dernières années (hauteur d'exploitation entre 4 et 6 m).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir sous un délai de 3 mois un plan de l'état de l'exploitation de la carrière, sur lequel sont reportés les éléments prescrits à l'article III.15 de l'arrêté d'autorisation du 6 juillet 1999.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/1999, articles V.1, V.2 et V.3

Thème(s) : Autre, Garanties financières

Prescription contrôlée :

Art. V.1 : Montant des garanties financières

La durée de l'autorisation d'exploiter est partagée en période quinquennale. À chacune de ces périodes correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière à chacun des termes de 5 ans est de 4 832,63 €.

Art. V.2 : Renouvellement des garanties financières

Les garanties financières sont renouvelées au moins sept mois avant leur échéance.

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins six mois avant leur échéance.

Art. V.3 : Modalités d'actualisation du montant des garanties financières

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TPO1. (...)

Constats :

Lors de la visite du 18 décembre 2025, l'exploitant précise à l'inspection des installations classées qu'un prélèvement bancaire mensuel est effectué sur le compte de l'entreprise au titre des garanties financières. Toutefois, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter de justificatifs, ces derniers étant au siège de l'entreprise sise à Arbonne-la-Forêt (77830).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant dispose d'un délai de 3 mois pour fournir le justificatif de l'établissement des garanties financières, et de son montant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Élimination des produits polluants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/1999, article III.10

Thème(s) : Autre, Déchets

Prescription contrôlée :

Les déchets et produits polluants résultants du fait de l'exploitation sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées au fur et à mesure de l'avancement des travaux jusqu'à la fin de l'exploitation.

Constats :

Lors de la visite du 18 décembre 2025, l'inspection des installations classées constate l'absence de déchets et produits polluants résultants du fait de l'exploitation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rétention de cuve

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/1999, article IV-3 II

Thème(s) : Risques accidentels, rétention de cuve

Prescription contrôlée :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
 - 50% de la capacité des réservoirs associés.
- (...)

Constats :

Lors de la visite du 18 décembre 2025, l'inspection des installations classées constate la présence d'une cuve aérienne de 1500 l, dont la rétention est intégrée à l'équipement.
L'exploitant précise qu'elle contient le carburant pour les engins de manipulation (type manitou).
Il déclare réaliser 2 à 3 pleins par an.

Type de suites proposées : Sans suite